



BD/PV/fg

Communiqué de presse De la fédération des travailleurs de la métallurgie CGT

ALSTOM-SIEMENS : La poursuite de la vente des atouts industriels en France !

C'est par des communiqués des agences Bloomberg et Reuters que les salariés et leurs élus du groupe d'Alstom apprennent que des négociations se sont engagées depuis plusieurs semaines avec Siemens, dans le cadre d'un rapprochement, avec l'aval du gouvernement français.

Encore une fois, les représentants des salariés sont mis devant le fait accompli, alors que des réunions des instances représentatives se sont tenues la veille !

C'est un déni de la démocratie, du dialogue social et une atteinte aux droits des instances représentatives françaises, comme européennes.

Après avoir vendu au conglomérat General Electric l'activité énergie d'Alstom, celui-ci lâche la partie ferroviaire, alors que celle-ci était déclarée comme filière d'excellence en 2014.

Dans le ferroviaire, Alstom est reconnu dans le monde pour ses capacités industrielles, innovantes et son savoir-faire. Atouts indispensables au développement des transports collectifs des passagers et du fret, répondant aux défis environnementaux.

Alors que se tient la conférence mobilité à Paris, le gouvernement se désengage de la filière industrielle du ferroviaire. C'est un scandale d'Etat !

Le gouvernement et le PDG d'Alstom font le choix d'un projet capitalistique, plutôt que de développement industriel et d'emplois.

Déjà au vu d'éléments déjà parus dans la presse, il est affiché que Siemens prendra les commandes du nouveau groupe, que certains qualifient d'un « Airbus Européen ».

Afin d'essayer de rassurer, les dirigeants de Siemens donnent des gages de bonne foi, d'un mariage équilibré, Siemens apporterait ses activités de matériel roulant et de signalisation pour 7 milliards d'euros.

En échange, par augmentation du capital d'Alstom, Siemens prendrait la majorité, tout en laissant Henri Poupart-Lafarge, PDG du nouveau groupe.

L'Etat, actionnaire d'Alstom, restera-t-il, alors que l'actionnaire principal Bouygues veut se retirer ?

N'y-a-t-il pas une deuxième étape de cette fusion par l'entrée de Bombardier à la place de Bouygues ?

Pour la CGT, l'Etat doit prendre une part dans le capital, afin d'éviter un nouveau fiasco social et industriel.

La filière ferroviaire en France représente 25 000 emplois, dont beaucoup sont dans les entreprises sous-traitantes et fournisseurs.

Attentifs aux annonces qui vont se faire, la CGT fera de la pérennité des sites et de l'emploi une priorité.

La CGT revendique un plan industriel, d'investissements et de projets qui favorisent cette filière industrielle majeure pour répondre aux défis actuels et futurs.

Montreuil, le 26 Septembre 2017